



RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
SUR LES RESOLUTIONS PRESENTEES
A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
EN DATE DU 29 JUIN 2017





Mesdames, Messieurs,

Nous avons réunis l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire d'AgroGeneration S.A. (la « **Société** » ou « **AgroGeneration** ») afin notamment de soumettre à votre approbation, les résolutions concernant notamment l'approbation des comptes annuels, des comptes consolidés, des conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce conclues pendant cet exercice, le renouvellement du mandat du co-commissaire aux comptes titulaire et la désignation d'un co-commissaire aux comptes suppléant, l'autorisation d'opérer sur les actions de la Société, ainsi que l'autorisation donnée au Conseil d'administration de réduire le capital social par annulation d'actions auto-détenues.

Le présent rapport a pour objet de compléter le rapport de gestion, qui a été porté à votre connaissance le 28 avril 2017 sur notre site internet, en vous exposant l'objet et les motifs des résolutions soumises à votre approbation lors de cette Assemblée Générale Mixte.

Ce rapport est destiné à vous présenter les points importants des projets de résolutions. Il ne prétend pas à l'exhaustivité et il est par conséquent nécessaire que vous procédiez à une lecture attentive des textes de résolutions avant d'exercer votre droit de vote lors des assemblées.

Au total, huit résolutions sont soumises au vote de votre Assemblée Générale par votre Conseil d'administration.

* *

*



I. RESOLUTIONS DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

- *Approbation des comptes sociaux et des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016*

Au vu des rapports du Conseil d'administration et des commissaires aux comptes, il vous est proposé d'approuver :

- les comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2016, qui font apparaître un chiffre d'affaire d'un montant de 19.532.329 euros et une perte d'un montant de 21.481.965 euros (**première résolution**) ;
 - l'affectation de la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2016, qui s'élève à 21.481.965 euros, au compte de report à nouveau (**deuxième résolution**) ;
 - les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016, qui font apparaître un chiffre d'affaires d'un montant de 60.262.916 euros et une perte d'un montant de 887.656 euros (**troisième résolution**).
- *Approbation de conventions réglementées*

Dans la **quatrième résolution**, il vous est proposé, d'approuver les conventions règlementées suivantes, relevant des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, lesquelles ont données lieu à l'établissement d'un rapport des Commissaires aux comptes :

- **Convention de prêt entre la Société et Konkur Investments Limited** : le Conseil d'administration a autorisé, le 26 septembre 2016, la conclusion d'un prêt par Konkur Investments Limited, actionnaire de la Société, au profit d'AgroGeneration S.A. d'un montant de 1.650.000 USD pour une durée d'un an au taux d'intérêt de 12%. Le Conseil d'administration considère que la conclusion de cette convention était justifiée par les échéances financières à venir. Le contrat de prêt a été signé le 30 septembre 2016.
- **Convention de services entre la Société et SigmaBleyzer Investment Group LLC** : le Conseil d'administration a autorisé, le 19 décembre 2016, une convention de prestation de services entre la Société et SigmaBleyzer Investment Group LLC, d'une durée de douze mois renouvelable par tacite reconduction. A compter du 1er janvier 2017, la société SigmaBleyzer Investment Group LLC fournit des prestations de services telles que le conseil en investissements, l'assistance dans le cadre de la recherche d'investisseurs, la mise en place du budget opérationnel, l'orientation de la stratégie et les relations publiques moyennant le versement d'un honoraire mensuel d'un montant de 22.500 euros hors taxes, outre les frais de déplacement exposés par la société SigmaBleyzer Investment Group LLC dans l'intérêt de la Société, après accord du directeur général. Le Conseil



d'administration a considéré que la conclusion de cette convention était justifiée par l'intérêt social de la Société.

- **Convention de prêt entre la Société et Konkur Investments Limited** : le Conseil d'administration a autorisé, le 31 mars 2017, une convention de prêt au titre de laquelle la société Konkur Investments Limited octroie un prêt renouvelable d'un montant maximum de 2.900.000 euros à la Société, utilisable par tirages maximum de 1.450.000 euros chacun et mobilisables le 1er avril et le 1er octobre de chaque année. Chaque tirage a une maturité d'un an maximum et un taux d'intérêt de 12%. Ce taux pourra être révisable en cas d'évolution du marché, après approbation du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration a considéré que la conclusion de cette convention était justifiée par l'intérêt social de la Société, au regard de ses échéances financières.

Les personnes intéressées aux dites conventions ne pourront pas prendre part au vote de cette résolution. Leurs actions seront donc exclues du calcul de la majorité.

- *Renouvellement de mandat de Finexsi-Audit en qualité de co-commissaire aux comptes titulaire et nomination de Monsieur Olivier COURAU en qualité de co-commissaire aux comptes suppléant*

Par la **cinquième résolution**, il vous est proposé de renouveler le mandat de FINEXSI AUDIT en qualité de co-commissaire aux comptes titulaire et de nommer Monsieur Olivier Courau en qualité de co-commissaire aux comptes suppléant, pour une durée de six années qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui approuvera les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

En effet, il vous est rappelé que le mandat de (i) FINEXSI-AUDIT, en qualité de co-commissaire aux comptes titulaire, et de (ii) FINEXSI-EXPERT & CONSEIL FINANCIER, en qualité de co-commissaire aux comptes suppléant, prendront fin à l'issue de l'assemblée générale appelée à approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Les commissaires aux comptes pressentis aux termes des présentes ont accepté par lettre séparée les présentes fonctions et confirmé qu'il n'y avait aucune incompatibilité ni aucun empêchement faisant obstacle à leur nomination.

- *Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet d'acheter, de conserver ou de transférer des actions de la Société*

Par la **sixième résolution**, il vous est proposé d'autoriser le Conseil d'administration à opérer sur les propres actions de la Société dans les conditions et limites prévues par les textes législatifs et réglementaires en vue, notamment :

- d'utiliser tout ou partie des actions acquises pour mettre en œuvre tout plan d'options d'achat



d'actions ou plan d'attribution gratuite d'actions ;

- de les attribuer ou de les céder aux mandataires sociaux ou aux salariés de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées ;
- de les remettre lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit, immédiatement et/ou à terme, par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions de la Société, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture en relation avec l'émission de telles valeurs mobilières ;
- de les conserver et de les remettre ultérieurement en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, dans le cadre de la réglementation applicable ;
- d'assurer la liquidité et animer le marché de l'action de la Société ;
- de les annuler totalement ou partiellement par voie de réduction du capital social en application de la **septième résolution** ci-après.

La présente autorisation permettra également à la Société d'opérer sur ses propres actions en vue de toute autre finalité autorisée ou qui viendrait à bénéficier d'une présomption de légitimité par les dispositions légales et réglementaires applicables ou qui viendrait à être reconnue comme pratique de marché par l'AMF. Dans une telle hypothèse, la Société informerait ses actionnaires par voie de communiqué.

Les achats d'actions pourront porter sur un nombre maximum d'actions représentant 10% des actions composant le capital social de la Société.

Les acquisitions, cessions, transferts ou échanges d'actions pourront être effectués par tous moyens, selon la réglementation en vigueur, en une ou plusieurs fois, sur le marché.

Le prix maximal d'achat ne devra pas excéder 2 euros (hors frais) par action.

Le Conseil d'administration pourra toutefois ajuster le prix d'achat susmentionné en cas d'incorporation de primes, de réserves ou de bénéfices, donnant lieu, soit à l'élévation de la valeur nominale des actions, soit à la création et à l'attribution gratuite d'actions, ainsi qu'en cas de division de la valeur nominale de l'action ou de regroupement d'actions pour tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

Par ailleurs, si la loi ou l'AMF venait à étendre ou à compléter les objectifs bénéficiant d'une présomption de légitimité pour les programmes de rachat d'actions, à l'effet de porter à la connaissance du public, dans les conditions légales et réglementaires applicables, les modifications éventuelles du programme concernant les objectifs modifiés.

La présente autorisation est donnée pour une durée de **dix-huit (18) mois** à compter du jour de l'assemblée générale.



Veillez noter que cette résolution ne vise qu'à reconduire l'autorisation qui avait déjà été accordée au Conseil d'administration lors de l'assemblée générale en date du 20 juin 2016.

II. RESOLUTIONS DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

- *Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions auto-détenues*

La **septième résolution** vous propose d'autoriser le Conseil d'administration à annuler, en une ou plusieurs fois, selon les modalités, dans les proportions et aux époques qu'il décidera, tout ou partie des actions que la Société détient ou pourrait détenir par suite d'achats réalisés dans le cadre de l'article L. 225-209 du Code de commerce, dans la limite de 10% du capital social constaté au moment de la décision d'annulation (étant précisé que cette limite s'applique à un montant du capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte des opérations affectant le capital social postérieurement à la présente assemblée générale) par périodes de vingt-quatre (24) mois.

Le Conseil d'administration sera également autorisé à arrêter le montant définitif de cette ou ces réductions de capital, en fixer les modalités et à constater la réalisation de la ou des opérations d'annulation et de réduction de capital en vertu de la présente autorisation, imputer la différence entre la valeur comptable des titres annulés et leur valeur nominale sur tous postes de primes et réserves disponibles, ainsi qu'à modifier en conséquence les statuts de la Société, et accomplir toutes formalités.

Cette autorisation serait conférée pour une durée de **dix-huit (18) mois** à compter du jour de l'assemblée générale.

- *Pouvoirs pour formalités*

La **huitième résolution** est une résolution usuelle qui concerne la délivrance des pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des publicités et des formalités légales.

* *

*

Le Conseil d'administration vous invite à adopter, après lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes, l'ensemble des résolutions qu'il soumet à votre vote.

Le Conseil d'administration